

L'incorrect

ESPACE DE LIBRES DÉBATS



PHOTOS : LUDOVIC MARIN/AFP - COLLECTION PERSONNELLE

Nous n'allons pas nous contenter des bulletins quotidiens délivrés par le directeur de la Santé, Jérôme Salomon (ici avec Olivier Véran, ministre de la Santé), soutient le général Beth. Il nous faut une nouvelle vision pour l'avenir.

Quelle vision pour demain ?

Après la crise du Covid-19, il faudra rééquilibrer la structure du “paquebot France”, redonner le sens de la nation comme communauté de culture et remettre le bien commun au centre de gravité de la vie politique. C'est l'analyse que livre le **général (2S) Frédéric Beth**, ancien inspecteur général des armées, expert associé à l'Institut éthique et politique Montalembert (IEPM) et président d'Atlas Géostratégie Conseil.

La présente crise sanitaire est différente des précédentes par la vitesse de sa propagation et par la faiblesse de résilience de certains pays totalement interdépendants, confortablement installés dans un matérialisme rassurant et pour lesquels la mort était devenue lointaine et intolérable. Un “nanoélément” a réussi, en quelques semaines, à mettre à genoux les deux tiers de la planète, entraî-



Frédéric Beth.

nant une crise mondiale, politique, économique, financière et bientôt sociale dans de nombreux pays. La France n'a pas échappé à ce terrible engrenage. La politique de mondialisation menée depuis plusieurs dizaines d'années est à la base, non pas du virus, mais de son explosive propagation, de l'incapacité de nos dirigeants à y faire face efficacement et de ses conséquences dramatiques.

L'obsessionnelle volonté progressiste, celle de toujours avancer vers un monde nécessairement en marche, récusant l'existant et le traditionnel, a mal-



L'incorrect

ESPACE DE LIBRES DÉBATS

JOEL SAGET/AFP



Lorsque l'État (et à travers lui le système de santé) fait défaut, c'est la France qui vacille, vulnérable, impuissante.

heureusement aveuglé une élite idéologiquement consentante et subjuguée par l'utopie d'une mondialisation forcément "heureuse"! Ce nouveau monde s'est avéré d'une extrême vulnérabilité, incapable d'anticiper. Or gouverner, même aujourd'hui, c'est encore et toujours prévoir. La gestion de "l'après" commence aujourd'hui. Elle nécessitera sagesse, cohésion et unité.

Mais d'abord, que s'est-il passé? L'ultralibéralisme, les critères et les normes imposés par l'Union européenne ont poussé notre pays vers une recherche absolue de rentabilité dans toutes nos organisations, y compris au sein même des services de l'État. Le service public a été impacté de plein fouet, les structures de santé nationales, les hôpitaux et les stocks de médicaments ou d'équipements n'échappant pas à la règle: diminution du nombre de lits dans nos hôpitaux, désertification médicale, affaiblissement de nos capacités de réaction. La subordination à des structures supra-étatiques et les nombreux traités multilatéraux ont charrié avec eux la perte de souveraineté, l'incapacité de nos dirigeants à gérer nos propres organisations, notre destin industriel et économique. Le pays a progressivement perdu des pans entiers de son indépendance,

de son autonomie et de sa capacité d'anticipation, comme de réaction. L'Europe a de son côté montré, face à la crise, l'étendue de son incompétence à proposer ou à coordonner une réaction collective efficace.

Entre janvier et mars, beaucoup aurait pu être fait pour réduire l'ampleur de la crise et donc le nombre de décès ou la violence des conséquences économiques. Notre système étatique et industriel a fait défaut. Nous étions beaucoup trop dépendants de l'étranger. La faillite d'un État lourd et centralisateur à l'excès a gravement nui à notre réactivité. La sixième puissance mondiale s'est brusquement retrouvée en état d'impuissance. Par ailleurs, le non-dit, voire le mensonge, érigé en système de communication et visant à cacher aux Français les lacunes et les manques, a débouché sur une politique de "coups de barre" et de fausses justifications, nuisible à la clarté et à l'efficacité. N'aurait-il pas été plus utile d'avouer les lacunes tout en reconnaissant l'importance des masques et des tests, et surtout de laisser place à davantage d'initiatives dans ces domaines, comme pour le traitement du virus, pour combler les brèches et remettre le pays sur pied, ainsi qu'a pu le faire plus rapidement que nous notre voisine l'Allemagne.

L'incorrect

ESPACE DE LIBRES DÉBATS

Sur le plan social, dans un pays qui vit une crise morale sans précédent (doutes, individualisme, communautarisme, perte du sens de l'intérêt général et du bien commun...), les fractures ne peuvent que s'exacerber. Si la crise permet aujourd'hui un élan de solidarité admirable et salutaire, il est à craindre qu'une fois celle-ci passée ces maux ressurgissent avec beaucoup plus de brutalité. Les incertitudes sur la stratégie de déconfinement sont à cet égard préoccupantes. Nous pourrions être à la veille d'une révolte des "gilets jaunes" démultipliée, possiblement plus violente, à laquelle pourrait s'ajouter une explosion sociale dans certaines banlieues. Nous voyons aujourd'hui poindre cette révolte en certaines régions de France. Une redite de la crise de 2005, plus profonde, plus globale et plus aiguë est à notre porte.

Sur le plan économique, la gestion de "l'après", déjà entamée par le gouvernement, aura un coût exorbitant, fragilisant encore notre pays. L'appauvrissement massif de certaines populations (faillites, pertes de travail...) laissera de nombreuses catégories de personnes sur le chemin.

Politiquement, l'union nationale, déjà aléatoire du fait de la forte défiance vis-à-vis des élites, sera rendue plus difficile à la suite des accusations infondées d'incivisme et de désobéissance à l'encontre d'une population globalement très digne et respectueuse des consignes données. L'interdiction prolongée des cultes accentue cette défiance. Outre qu'elle montre un profond mépris de libertés fondamentales inscrites dans la Constitution, elle s'affranchit du principe essentiel de subsidiarité en privant les corps intermédiaires (autorités religieuses, responsables et élus locaux, etc.) de l'exercice de leurs responsabilités. Enfin, les nouvelles technologies (traçage, surveillance, reconnaissance faciale...) et une défense excessive ou dévoyée de notre santé, de notre sécurité et de notre bien-être pourraient nous conduire vers des privations préoccupantes de nos libertés, ouvrir la voie à un "soft tota-

litarisme" et permettre la marchandisation sans limite de nos données individuelles.

Il faut désormais que le pays retrouve son équilibre et son destin. Nous devons collectivement y réfléchir. Les « mondialisateurs », comme les appelle Hubert Védrine, s'expriment ! Leur but est de montrer que, la crise étant mondiale, seule une gouvernance plus mondialisée peut y remédier, au service de la nouvelle société qui se dessine. Selon eux, la crise étant scientifique, seul le développement sans frein de la science pourra éviter la suivante. Il nous faut proposer une autre vision. Comme d'autres think tanks, l'Institut éthique et politique Montalembert (IEPM) y travaille. Retrouver les fondements d'une cité subsidiaire, plus juste et plus efficace, laissant aux multiples corps intermédiaires la plénitude de leur rôle, redonnant à la nation sa vivacité, recherchant l'épanouissement équilibré de la personne humaine et de la société.

Redonner le sens de la nation comme communauté de culture et remettre le bien commun au centre de gravité de la vie politique, au-delà des illusions idéologiques et des intérêts particuliers. La souveraineté et l'indépendance doivent redevenir les moteurs de notre redressement. Il s'agit de rééquilibrer la structure du "paquebot France", en préservant ses multiples caissons d'insubmersibilité pour éviter le naufrage : nation, souveraineté, écologie humaine, exercice raisonnable du pouvoir (entre centralisation et subsidiarité, entre contraintes et libertés), capacité d'anticipation et vision stratégique, indépendance industrielle et de défense, indépendance agricole, liberté économique, soutien au développement de la production nationale, contrôle des flux et des frontières, juste mesure dans les échanges et les traités.

Par ailleurs, la pensée progressiste nous a conduits sur des chemins anthropologiques potentiellement destructeurs. Le pouvoir de la science doit retrouver sa juste place, sans se substituer à celui de la morale, de la politique et de la raison, au risque sinon de nous entraîner vers une crise beaucoup plus grave et profonde. La gestion de "l'après" impose la cohésion de l'ensemble des personnalités et des bonnes volontés partageant cette vision. Elle devra aussi s'organiser autour d'une écoute plus ouverte des préoccupations de la société civile et des populations. Des renoncements seront nécessaires. Le retour à l'équilibre et à un monde centré sur le bien commun est à ce prix. ●

**IL FAUT
DÉSORMAIS QUE
LE PAYS RETROUVE
SON ÉQUILIBRE
ET SON DESTIN.
RETROUVER LES
FONDEMENTS
D'UNE CITÉ
SUBSIDIAIRE,
PLUS JUSTE
ET PLUS EFFICACE,
REDONNANT
À LA NATION
SA VIVACITÉ.**

